

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 31/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société COURBIS SMART POLYMERS

14 rue Marie Curie
BP 251
26100 Romans-sur-Isère

Références : 20240527-RAP-DAEN-0495
Code AIOT : 0006107004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2024 dans l'établissement COURBIS SMART POLYMERS implanté 14 rue Marie Curie BP 251 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COURBIS SMART POLYMERS
- 14 rue Marie Curie BP 251 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006107004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Courbis Synthèse est spécialisée dans la production par moulage de pièces techniques

en résine synthétique. Le site est classé Seveso seuil haut pour le stockage et l'utilisation de MOCA. Le site emploie une cinquantaine de personnes et travaille pour les secteurs de l'industrie et de l'off-shore.

La MOCA est utilisée comme durcisseur. Elle permet aux pièces fabriquées d'atteindre les caractéristiques mécaniques exigés par la profession. Cette substance, manipulée sous forme de granulés, est classée dangereuse pour l'environnement et CMR.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives »: les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète »: dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
3	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	NC 2023-B3 : Récipient du système d'extinction du stockeur MOCA	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	/	Sans objet
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Sans objet
5	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
6	NC 2023-B2 : Cartouche de CO2 du système d'extinction du stockage MOCA	Code de l'environnement du 04/08/2023, article R557-15-2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	NC 2023-B5 : Absence	Arrêté Préfectoral du	Avec suites, Lettre de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	de mise à la terre des stockeurs de produits toxiques	17/05/2005, article 6.2.4	préfecturale	
9	NC 2023-B6 : Stockages produits toxiques - protection contre les chocs	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque principal présenté par les activités du site est l'incendie. L'établissement ne dispose pas de mesures de maîtrise des risques (MMR) car l'étude de dangers de l'établissement conclut à l'absence de phénomènes dangereux pouvant avoir des effets hors du site. Des barrières de prévention et de protection appelées "EIPS" (Équipement Important Pour la Sécurité) existent néanmoins dans le site. Ces équipements sont suivis et testés régulièrement par l'exploitant ou des sociétés extérieures spécialisées. La typologie des barrières (passives, qui se mettent en position de sécurité en cas de perte d'énergie) fait que le risque d'incident ou d'accident suite à la défaillance ou l'indisponibilité des barrières est très limité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement ne dispose pas de mesures de maîtrise des risques (MMR) car l'étude de dangers de l'établissement conclut à l'absence de phénomènes dangereux pouvant avoir des effets hors du site. Des barrières de prévention et de protection appelés « EIPS » (Équipement Important Pour la Sécurité) existent néanmoins dans le site. Ces barrières interviennent en prévention et en protection du risque d'incendie (risque principal du site).</p> <p>Les EIPS sont les dispositifs de sécurité de température des équipements (contacteurs, capsule) qui coupent la chauffe de ceux-ci en cas de dérive haute de la température, le système de détection incendie du hall de fabrication et le système d'extinction automatique sur le stockage de MOCA.</p> <p>Le site dispose d'un plan de gestion des indisponibilités des EIPS qui présente une colonne « mesure de repli technique ou organisationnelle en cas d'indisponibilité ». Cette colonne</p>

<p>mentionne les mesures compensatoires en cas de défaillances ou d'indisponibilité de l'EIPS.</p> <p>Le site ne dispose pas d'une organisation spécifique des shunts et by-pass des sécurités.</p> <p>Chaque EIPS fait l'objet d'un suivi périodique interne par le service de maintenance ou externe par une société spécialisée. Les contrôles internes ont lieu à l'arrêt. En cas d'anomalies détectées, les équipements sont immédiatement changés. L'exploitant ne prévoit pas le fonctionnement des équipements de fabrication en cas d'indisponibilité des EIPS.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarques sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence d'une procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site fonctionne en journée uniquement (2 × 8) avec une production par bâchées. Le démarrage (chauffe) des équipements a lieu le matin et ils sont éteints le soir.</p> <p>Le site ne dispose pas d'une organisation spécifique des shunts et by-pass des sécurités. Il dispose néanmoins de procédures d'exploitation et d'une installation école pour la formation des nouveaux opérateurs de production.</p> <p>Le site dispose d'une procédure pour tester en interne les contacteurs de sécurité. Une partie des sécurités de l'établissement est suivie par une entreprise extérieure spécialisée, les rapports d'intervention sont conservés dans l'ERP du site et le planning de maintenance est géré par le service maintenance via sa GMAO et le planning de maintenance.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarques sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède aux tests réguliers de ses EIPS en interne ou par une société extérieure spécialisée. Le plan de maintenance est géré par le service maintenance via son planning de maintenance.</p> <p>Les capteurs de température sont suivis annuellement dans le cadre de la procédure CS1 MAINT01 et tracé dans la GMAO du site. Les tests sont réalisés lors de l'arrêt de l'installation de production. La documentation technique de l'EIPS ne mentionne pas de périodicité de tests, d'entretien ou de remplacement.</p> <p>Le système de détection incendie du hall de fabrication est suivi semestriellement par une société extérieure spécialisée qui établit un rapport. Ce rapport est saisi dans l'ERP du site.</p> <p>Le système d'extinction automatique est suivi par le fournisseur des équipements. Le rapport de visite est saisi dans l'ERP du site.</p> <p>Pour rappel, le site ne dispose pas de MMR.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit vérifier l'adéquation des modalités de maintenance et de tests de ses capteurs de température EIPS avec les préconisations du ou des fabricants des équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise en œuvre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche du capteur de température contrôlé présente un suivi à jour. La fiche technique de l'équipement ne prévoit pas de périodicité de test ou de remplacement.</p> <p>Les rapports de test du système de détection incendie du hall de fabrication présentés en inspection respectent la périodicité annoncée et les anomalies identifiées ont été corrigées le jour même et tracées dans le rapport.</p> <p>Le système d'extinction automatique est suivi par le fournisseur des équipements. Celui-ci a été mis en place en septembre 2023 et fait l'objet d'un suivi annuel.</p> <p>Le site est à jour dans le suivi des éléments contrôlé. L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...] L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. [...]
Constats : La procédure de test des dispositifs de température prévoit un contrôle de ces derniers, dans les conditions normales d'utilisation des équipements qu'ils protègent (étuves, thermorégulateurs...). Elle prévoit également que le technicien, doit réduire la consigne de sécurité du capteur de température jusqu'à atteindre la température de chauffe de l'équipement. Après vérification de la mise hors tension de l'équipement, la procédure précise explicitement, que le capteur doit être réglé à la température de sécurité et il doit être réarmé. Si cela n'était pas fait, le risque serait un déclenchement précoce de la sécurité qui générerait une interruption de la production (et des dérives de qualité) mais n'engendrerait pas une sécurité moindre. La plage de fonctionnement des sécurités est au maximum de 200 °C environ, seuil bien inférieur à la température critique de l'équipement (autour de 300 °C). Les opérateurs sont formés à la tenue de leur poste et le site dispose d'une machine « école » à cette fin. Les suivis externes sont assurés par des sociétés extérieures spécialisées et font l'objet de rapport. Les défaillances constatées lors des tests sont corrigées immédiatement (changement de capteur) et tracées dans les rapports. Les suivis des entretiens des EIPS sont tracés soit dans la GMAO du site soit dans l'ERP du site. L'inspection n'a pas de remarques sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : NC 2023-B2 : Cartouche de CO2 du système d'extinction du stockage MOCA

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 29/05/2009 – article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à Pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 30/08/2023
Prescription contrôlée : [...] 17. Les contrôles et épreuves périodiques des récipients sous pression transportables prévus au 6.2 sont effectués par un organisme de contrôle agréé chargé des ESPT tel que mentionné au 1.7 de l'article 20. [...]
Constats :

<p>Le système d'extinction du stockage MOCA a été intégralement remplacé par un équipement neuf en septembre 2023. Le système en place est équipé d'une cartouche de CO₂. Cette bouteille (récipient équipé de son robinet) est un équipement sous pression transportable soumis à l'arrêté ministériel du 29 mai 2009 modifié, relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »), elle devra faire l'objet de contrôles périodiques par un organisme agréé tous les 10 ans.</p> <p>L'inspection n'a plus de remarques sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : NC 2023-B3 : Récipient du système d'extinction du stockeur MOCA

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système d'extinction du stockage MOCA a été intégralement remplacé par un équipement neuf en septembre 2023.</p> <p>Le récipient du système d'extinction du stockage MOCA associé à la cartouche de CO₂ est un récipient soumis à l'arrêté du 20/11/2017.</p> <p>En application du point I de l'article 15 de l'arrêté du 20/11/2017, une inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. La période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service est fixée au maximum à 3 ans.</p> <p>L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique. Elle est de 10 ans.</p> <p>Les recommandations du constructeur prévoient un essai de la cuve tous les 10 ans au moment du changement de la cartouche CO₂.</p> <p>Lors de l'inspection, le récipient n'était pas intégré à la liste des équipements sous pression de l'établissement prévu par l'article 6.III de l'arrêté du 20/11/2017.</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour sa liste afin de garantir le bon suivi des obligations concernant cet équipement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour sa liste des équipements sous pression de l'établissement prévu par l'article 6.III de l'arrêté du 20/11/2017 afin de garantir le bon suivi des obligations concernant le récipient du système d'extinction du stockage MOCA.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : NC 2023-B5 : Absence de mise à la terre des stockeurs de produits toxiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
Prescription contrôlée : <p>Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :</p> <ul style="list-style-type: none">-Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables ;-Utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;-Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;-Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages...).
Constats : <p>La société ALTUSIA contractée pour la réalisation de la vérification annuelle des installations de protection contre la foudre du site précise que le déplacement des conteneurs de stockage de matières premières (MP) hors MOCA ne constitue pas une modification impactant le Système de Protection Foudre et ne conduit pas à modifier l'ARF et/ou l'ETF.</p> <p>Le stockage MP hors MOCA reste « sans besoin de protection contre la foudre » (le risque calculé est de 0,02.10e-5, soit 50 fois plus petit que le risque tolérable).</p> <p>Les stockeurs ont cependant été mis à la terre.</p> <p>La précédente demande d'action corrective a été suivie d'effet. L'inspection n'a plus de remarque sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : NC 2023-B6 : Stockages produits toxiques - protection contre les chocs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre les chocs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes, ...).</p> <p>En particulier, les dispositions appropriées seront prises pour éviter que les véhicules ou engins</p>

quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes, les canalisations de produits dangereux ou d'utilités nécessaires à la sécurité.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectueront suivant des parcours bien déterminés et feront l'objet de consignes particulières.

Constats :

Des plots en béton ont été mis en place au niveau des stockeurs, sur chaque angle extérieur afin de prévenir le risque de choc dû à la circulation des camions au niveau de la zone de stockage.

La précédente demande d'action corrective a été suivie d'effet.

L'inspection n'a plus de remarque sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite